



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 268/2013/DDPP
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 février 1999 modifié réglementant les activités exercées par la société FEURS METAL (devenue CASTMETAL FEURS) dans ses installations sises à FEURS – boulevard de la Boissonnette ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 2010 imposant à l'exploitant des prescriptions complémentaires relatives aux rejets atmosphériques de l'installation ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 14 juin 2013, établi à la suite d'une visite d'inspection du 5 avril 2013 constatant le non-respect de certaines prescriptions de l'arrêté du 4 juin 2010 susvisé dans les délais prévus ;

CONSIDERANT que certaines prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société CASTMETAL FEURS est mise en demeure, pour l'installation située sur la commune de FEURS, boulevard de la Boissonnette, de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 4 juin 2010, avant le 31 décembre 2013 :

- article 2 : émissions atmosphériques
- article 6 : étude sanitaire
- article 8 : procédé de réduction des pertes d'énergie et d'amélioration du préchauffage des poches de coulée

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Feurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

4 JUL. 2013

Fabienne BUCCIO